



## Interview avec M. René Schlechter

Depuis fin 2012, M. René Schlechter est le président de l'Ombudscomité pour les droits de l'enfant (ORK). Son Comité traite en moyenne plus de 100 nouveaux dossiers par an.

### UNICEF: Quels types de violence au sein du domicile familial rencontrez-vous dans votre travail quotidien?

**R. Schlechter :** Dans le cadre des saisines de particuliers, nous rencontrons tous types de violence : violences physiques, abus sexuels, violences psychologiques et négligences graves. Nous voyons le plus souvent les parents, plus rarement les enfants. Nous sommes moins sollicités dans les situations d'urgence, qui sont plutôt du ressort des professionnels en contact avec les enfants et les familles. Les situations que nous voyons sont très diverses et souvent

difficiles pour nous à appréhender du fait que nous n'avons pas toujours la possibilité d'avoir une vue d'ensemble de la situation. Nous avons d'abord le récit de la personne qui nous saisit d'une situation, qui peut être le parent protecteur, une personne de l'entourage, l'auteur présumé, une personne qui se dit faussement accusé etc. Notre démarche est toujours dictée par la volonté d'être utile pour l'enfant concerné.

### UNICEF: L'ORK plaide pour que les enfants soient reconnus comme victimes de violence domestique, même s'ils n'ont pas été attaqués physiquement, pourquoi ?

**R. Schlechter :** Il est évident que le fait d'assister à des scènes de violence entre adultes effraie et traumatise les enfants. Dans ce sens, un enfant témoin de violence domestique est toujours aussi une victime.

Mais nous parlons ici plus spécialement des situations où les autorités interviennent dans l'urgence et où un éloignement d'un des deux parents est ordonné, dans un premier temps pour une période de 10 jours. Pendant ces 10 jours, le conjoint ou les autres membres de la famille peuvent clarifier leurs positions et demander une interdiction de retour pour une durée maximale de 3 mois.

L'ORK plaide pour une pratique, où pendant les dix jours d'éloignement initial, le contact entre le parent éloigné et ses enfants ne soit autorisé par un juge que si on peut raisonnablement considérer que le parent en question n'utilise pas les enfants pour contourner l'interdiction de contact. Pour le moment c'est l'agent de police procédant à l'expulsion, qui sous l'autorité du parquet indique si la personne expulsée peut avoir un contact avec les enfants ou non. Il faut mettre en balance le droit de l'enfant d'être protégé et les droits de l'homme du parent expulsé. Pour l'ORK, vu la vulnérabilité de

l'enfant, son droit à être préservé de toute forme de violence doit primer sur le droit de l'adulte.

### UNICEF: Quelles mesures supplémentaires devraient être mises en place au Luxembourg pour mieux protéger et prendre en charge les enfants victimes de violence au foyer ?

**R. Schlechter :** Le Luxembourg fait partie des pays qui ont officiellement banni les châtements corporels. L'article 2 de la loi sur l'aide à l'enfance et à la famille dispose : « Au sein notamment des familles et des communautés éducatives, la violence physique et sexuelle, les transgressions intergénérationnelles, les traitements inhumains et dégradants ainsi que les mutilations génitales sont prohibés. » Pour les sanctions, il faut aller voir du côté du Code Pénal et les punitions prévues pour des faits de violence et de violence sexuelle.

Pourtant, la fessée et la gifle restent pour beaucoup de parents une pratique tout à fait acceptable et légitime pour réussir l'éducation de leur enfant. Il faut bien comprendre qu'il n'y a guère d'autre endroit où il y a autant de violence contre les enfants qu'au sein des familles. Il faut sensibiliser les parents dans ce sens et leur proposer des pratiques alternatives et non-violentes respectant la dignité de l'enfant. Il faut éviter deux écueils et trouver un bon équilibre entre la banalisation de pratiques violentes d'une part et la criminalisation systématique de parents démunis ou débordés.

D'autre part, je renvoie à notre recommandation de 2015 concernant une prise en charge d'enfants victimes de violence s'inspirant du modèle islandais du « Barnhus ». Le concept de « maison de l'enfant » met clairement en avant la priorité de l'intérêt supérieur de l'enfant et demande

aux différents intervenants d'adapter leurs pratiques en conséquence. Le Conseil de l'Europe demande d'ailleurs à ses Etats membres de mettre en place de tels centres adaptés aux enfants dans un esprit interdisciplinaire réunissant sous un même toit tous les intervenants pour prendre en charge les enfants victimes et témoins, ou ils pourraient être interrogés et faire l'objet d'un examen médical dans un but médico-légal, être évalués d'une manière détaillée et recevoir des professionnels qualifiés toutes les aides thérapeutiques nécessaires.

Gewalt ass fir mech, wann  
een express geschloe gëtt.

Gewalt ass, wann een nâischt  
z'iessen huet.

Gewalt ass, wann een  
ausgelaacht gëtt.

**Lori, 10, Luxembourg**